



THEME:

**BONNE GOUVERNANCE  
ET  
CROISSANCE ECONOMIQUE**

*Présenté par Philippe EGOUME, Représentant Résident du  
FMI en Côte d'Ivoire*



# PLAN DE LA PRESENTATION

**Introduction**

**I. Définitions et concepts de la bonne gouvernance et des institutions**

**II. Modèles de croissance économique**

**III. Bonne gouvernance et niveau de développement dans les faits**

**IV. Gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire**

**Conclusion**



# INTRODUCTION

- La notion de bonne gouvernance est d'actualité dans le débat sur la croissance économique;
- Il est de plus en plus admis que la bonne gouvernance—qui se manifeste à travers la qualité des institutions—est nécessaire pour accélérer le développement.
- Cette présentation a pour objectif de mettre en exergue l'importance de la bonne gouvernance dans la croissance économique et le développement
- Après un bref aperçu des modèles de croissance, nous passerons en revue les faits stylisés et résultats empiriques concernant la relation entre croissance et bonne gouvernance;
- Nous analyserons la situation de la gouvernance en Côte d'Ivoire
- Ensuite nous discuterons des mesures en cours pour améliorer la gouvernance en Côte d'Ivoire et ce qu'il convient de faire davantage.
- Nous concluons avec quelques recommandations avant d'ouvrir le débat.



# I. Définitions et concepts de la bonne gouvernance et des institutions

## ➤ Définitions de la bonne gouvernance

Issue du terme de gouvernabilité, la bonne gouvernance pourrait se définir comme la remodelage des politiques de gestion publique en vue de faire face aux défis du développement. *Cette définition fait du développement, l'intérêt principal de la bonne gouvernance.*

Selon l'institut sur la Gouvernance, la gouvernance se définit comme: "l'ensemble des établissements, des procédés et des traditions qui dictent l'exercice du pouvoir, la prise de décision et la façon dont les citoyens font entendre leur voix." (*Agence Canadienne de Développement International, mars 1997*)

*L'Etat et les administrés sont donc concernés par la problématique de la gouvernance.*



# I. Définitions et concepts de la bonne gouvernance et des institutions

## ➤ Concepts de la bonne gouvernance

- Selon la Banque Mondiale: “La bonne gouvernance est la manière avec laquelle le pouvoir est exercé dans la gestion publique des ressources économiques et sociales en vue du développement.” (*World Bank, Managing Development – the governance Dimension, Washington, 1996*)
- Pour la Coopération pour l’Aide au Développement (CAD) et l’Organisation de Coopération pour le Développement Économique (OCDE): “ la bonne gouvernance est l’exercice du pouvoir politique ainsi que d’un contrôle dans le cadre de l’administration des ressources de la société aux fins de développement économique et social”. (*DAC-OECD, Orientations du CAD sur le développement participatif et la bonne gestion des affaires publiques, paris 1993*)



# I. Définition et concepts de la bonne gouvernance et des institutions

## ➤ Concepts de la bonne gouvernance

Le PNUD définit la bonne gouvernance sur la base de sept caractéristiques principales: la légitimité politique et l'imputabilité, la liberté d'association et la participation, l'existence d'un système judiciaire fiable, la responsabilisation des bureaucraties, la liberté d'information et d'expression, la gestion efficace et efficiente du secteur public et une coopération avec les organisations de la société.  
*(Public Sector Management, Governance and sustainable Human Development, New York, 1995)*

Quant à elle, l'Union Européenne, en raison de sa coopération avec les pays ACP, porte une attention particulière sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, sur la reconnaissance des principes démocratiques, et sur la consolidation de la primauté du droit et du gouvernement.



## I. Definition et concepts de la bonne gouvernance et des institutions

L'opérationnalisation de la bonne gouvernance se fait au travers des institutions.



# I. Definition et concepts de la bonne gouvernance et des institutions

Les d'institutions peuvent être classées en trois grandes catégories :

- Les institutions politiques et juridiques s'intéressent à la promotion de l'Etat de droit et de la démocratie, au respect des règles et principes, l'accès des populations à la justice et la sécurité.
- Les institutions économiques dont l'objectif est d'assurer le fonctionnement efficace et efficient de l'activité économique et la gestion optimale des ressources économiques.
- Les institutions sociales et communautaires qui favorisent l'amélioration de la qualité de la santé et de l'éducation des populations ainsi que leur consultation et leur participation au processus de développement.





## II. Modèles de la croissance

- **L'objectif de développement a précédé la problématique de la gouvernance**
- **Vu l'importance d'une croissance rapide et soutenue pour le développement, les économistes ont cherché à mieux comprendre ses déterminants à travers des théories diverses;**
- **Nous discutons ci-dessous quelques unes des plus usitées.**



## II. Modèles de la croissance

### ➤ Modèle de croissance de Solow

$$Y_t = F(A_t, K_t, L_t)$$

production

Facteur technologique  
exogène

Facteur capital

Facteur travail

Le modèle tente d'expliquer la croissance par les taux de croissance des facteurs travail et capital et par le progrès technologique considéré exogène (en postulant que l'équation ci-dessus est homogène de degré 1).

$$g_y = g_a + g_k \cdot s_k + g_l \cdot s_l + \varepsilon$$

Taux de croissance  
de la production

Taux de croissance de  
la technologie

Taux de croissance du  
capital

Taux de croissance du  
facteur travail

Résidu : croissance  
non expliquée



## II. Modèles de la croissance

### ➤ Limites du modèle de croissance de Solow

- Solow postule que les productivités marginales du capital et du travail sont décroissantes. Il ignore l'influence du progrès technologique endogène.
- Selon le modèle de Solow, pour un même niveau de facteurs donnés, le revenu par tête est identique pour tous les pays (convergence) . Ainsi il ne peut expliquer les divergences des niveaux de revenus par tête entre les pays les plus pauvres et ceux les plus riches.
- Ainsi, en l'absence de chocs technologiques externes, toutes les économies devraient converger vers une croissance nulle. Il lui est donc impossible d'expliquer la forte croissance des pays d'Asie du Sud-Est sur les 25 dernières années.



## II. Modèles de la croissance

- **Les modèles de croissance endogène tentent de pallier les défaillances du modèle de Solow**

**Les principales différences des modèles de croissance endogène d'avec celui de Solow:**

- **Ces modèles abandonnent l'idée de rendements décroissants des facteurs et considèrent que le progrès technologique est endogène.**
- **Aussi expliquent-ils la croissance de long terme par les investissements publics et privés dans le capital humain qui engendrent des externalités en terme de productivité, compensant la tendance vers les rendements décroissants.**



## II. Modèles de la croissance

### ➤ Les limites des modèles de croissance endogène

L'une des principales insuffisances du modèle est qu'il est incapable d'expliquer le faible niveau d'utilisation des capacités de production dans les pays en voie de développement malgré la rareté du capital.

En réalité, cela pourrait s'expliquer par des insuffisances institutionnelles



## II. Modèles de la croissance

### ➤ Les limites des modèles de croissance endogène

Ainsi, les limites des modèles précédents trouvent en grande partie leur explication par la prise en compte des institutions.

Il s'agit d'expliquer mieux le résidu de Solow.

$$\varepsilon = \mu + \alpha + \lambda$$

Résidu de Solow:  
croissance non expliquée

Institutions

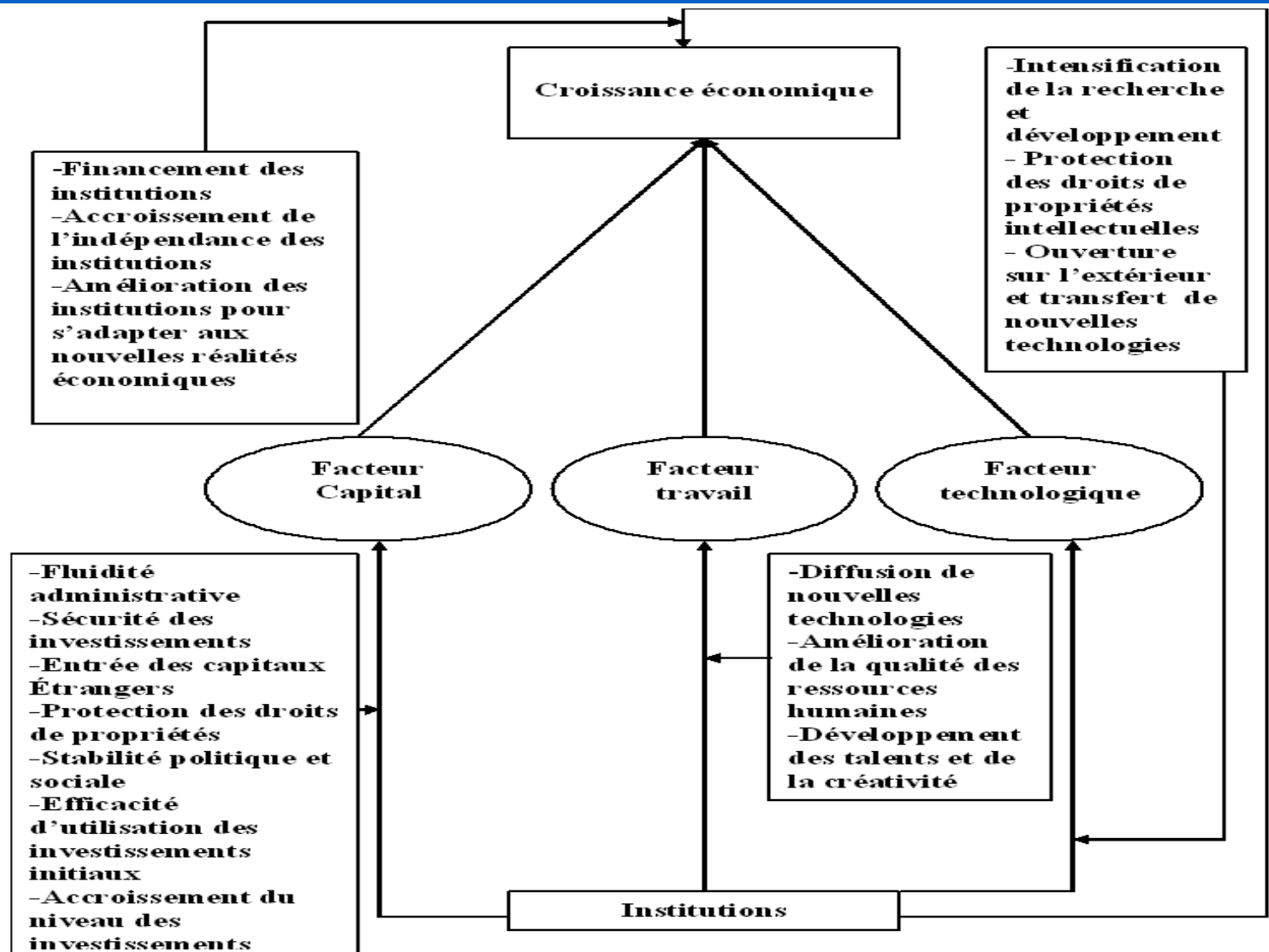
Autres variables  
de contrôle

Bruit Blanc



## II. Modèles de la croissance

### ➤ Les institutions et la croissance



Source: CI-IMF staff



## II. Modèles de la croissance

### ➤ Quelques résultats empiriques

Auteurs	Année	Période d'observation	Régions ou pays observés	Extraits des conclusions
Andrea Bassani, Stelano Scarpetta, Philip Hermings	2001	1971-1998	21 pays de l'OCDE	Un accroissement de l'ouverture commerciale d'un degré de 10% accroît le revenu par habitant de 4%.
				Le niveau du capital humain a un important effet positif (0,62 point de pourcentage par an) sur l'écart de croissance du Canada
				L'ouverture commerciale de la Belgique a un effet positif de 0,53 point de pourcentage sur son écart de croissance par rapport à la moyenne de croissance des pays de l'OCDE
Aleandro Quijada	2004	1942-2002	Le Venezuela	La détérioration institutionnelle au Venezuela depuis la tentative de coup d'état militaire en 1992 a induit une réduction du taux de croissance de 0,016 point
Paolo Mauro	1995	1980-1983	58 pays dont certains africains	L'investissement est négativement influencé par la corruption avec un coefficient significatif de - 0,018
Séka Pierre Roche	2005	1995-1996	15 pays en développement	La corruption réduit significativement le taux de scolarisation avec un coefficient de 0,25

Source: CI- IMF staff





### **III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement**

#### **➤ Constat sur la base de divers indicateurs de gouvernance**

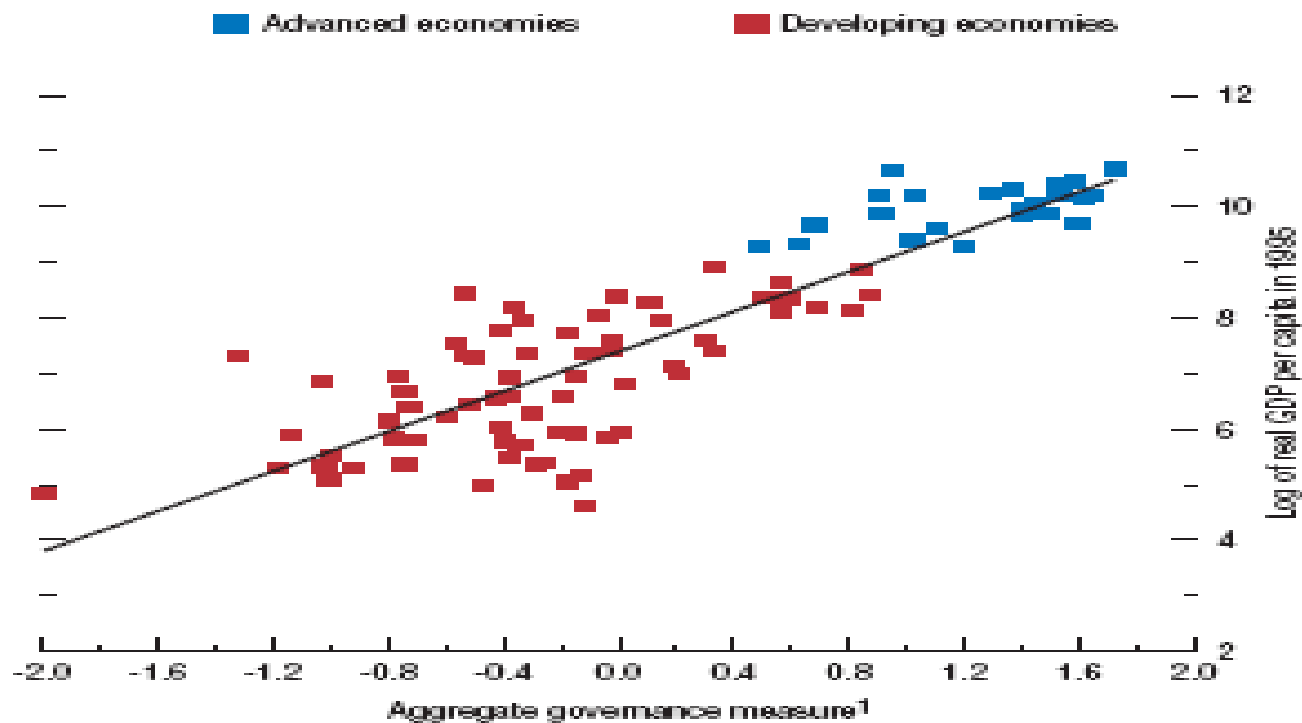
- La qualité de la gouvernance dans les pays en développement est inférieure à celle des pays développés**
- Parmi les régions en développement ou émergentes, l'Afrique subsaharienne a le niveau de gouvernance le plus bas.**
- Pour la plupart des indicateurs de gouvernance, la Côte d'Ivoire fait partie des pays d'Afrique subsaharienne où la gouvernance est la moins bonne.**



### III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement

**Figure 3.2. Relationship Between Income and Institutions**

Real income per capita is closely correlated with institutional quality.

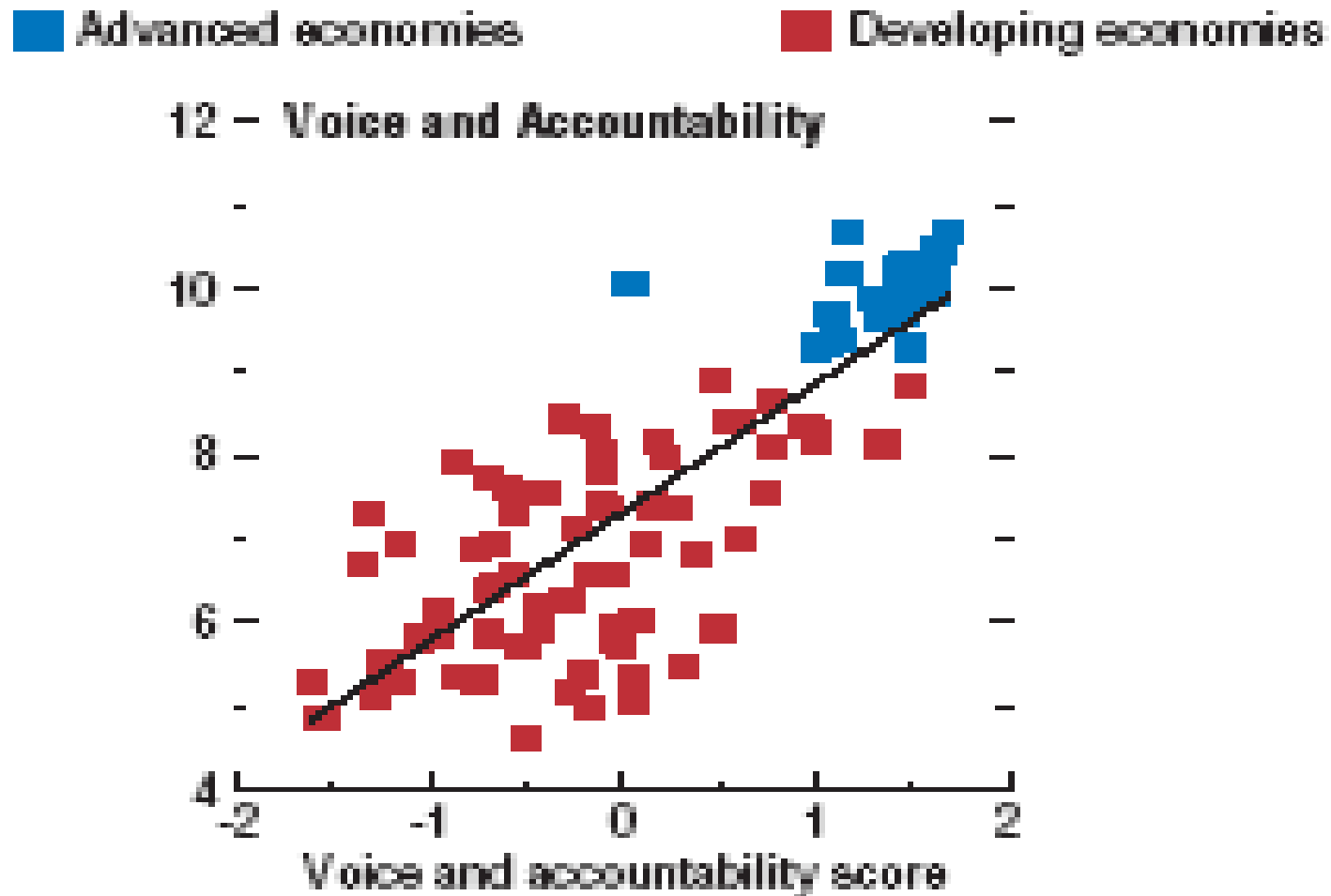


Sources: Kaufmann, Kraay, and Zoido-Lobaton (1999); World Bank, *World Development Indicators* (2002); and IMF staff calculations.

<sup>1</sup>This index measures the overall quality of governance, including the degree of corruption, political rights, public sector efficiency, and regulatory burdens (for further details, see Appendix S.1).



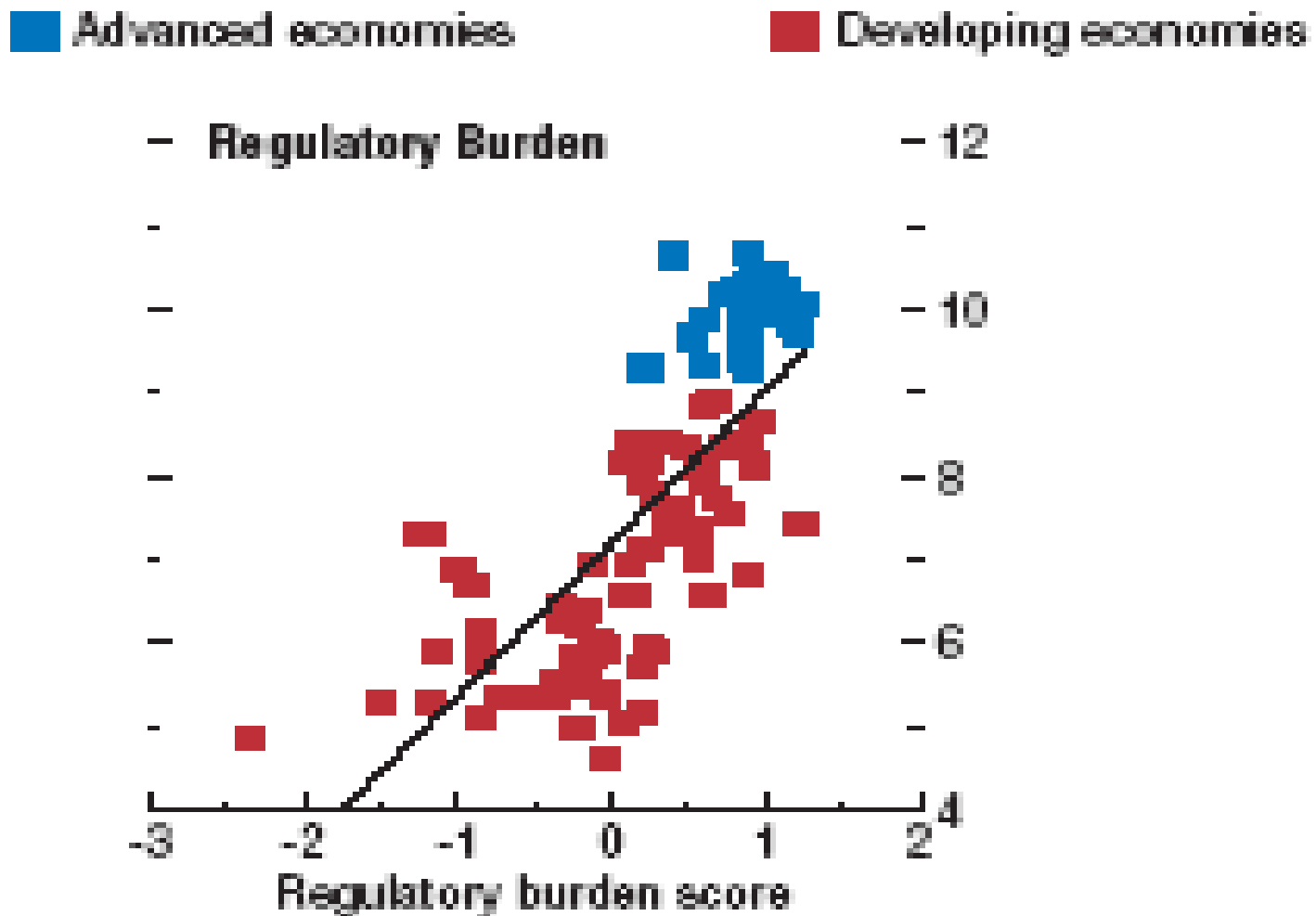
### III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement



**Figure: income per capita and institutions**



### III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement



**Figure: Income per capita and institution**





### III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement

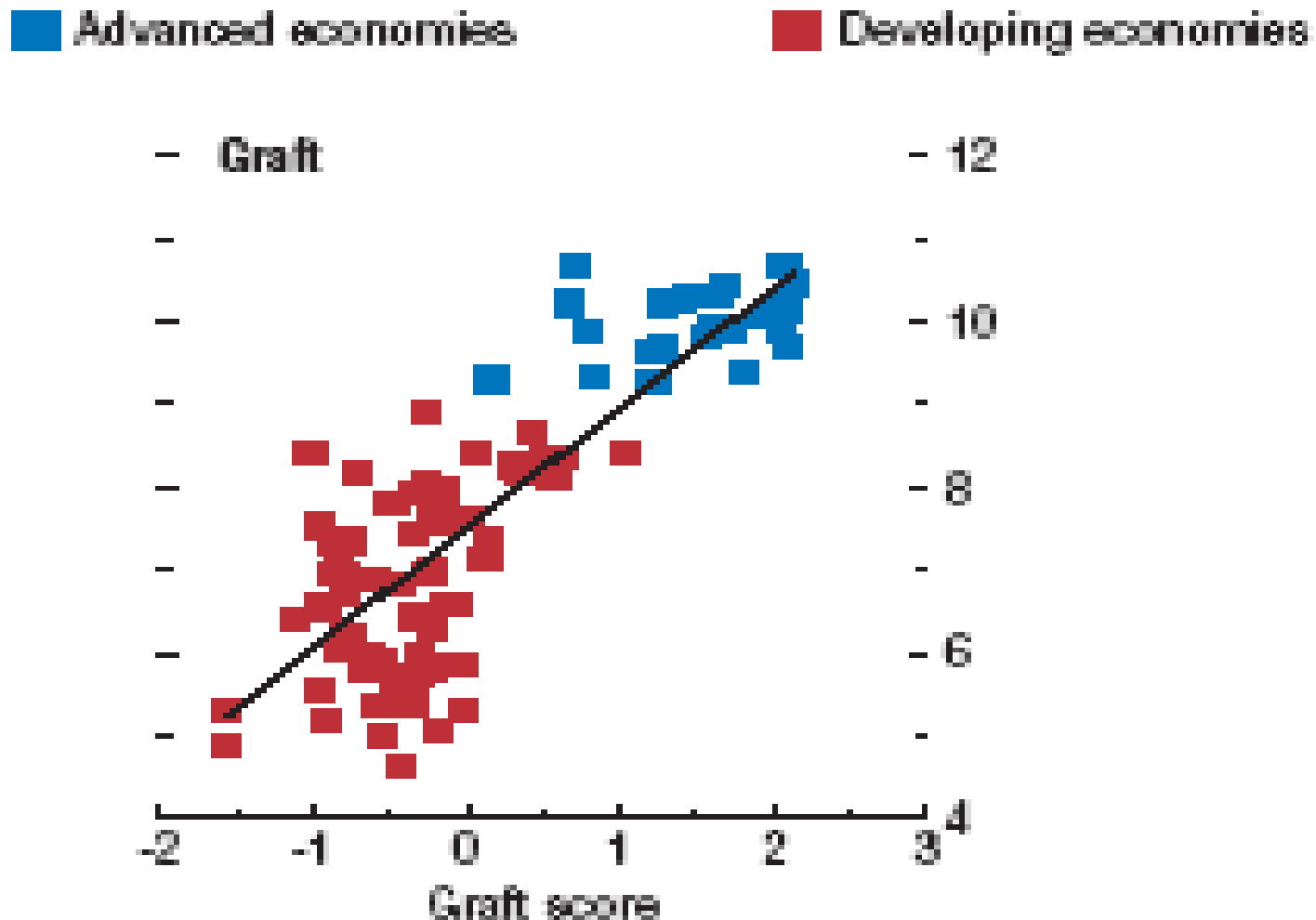
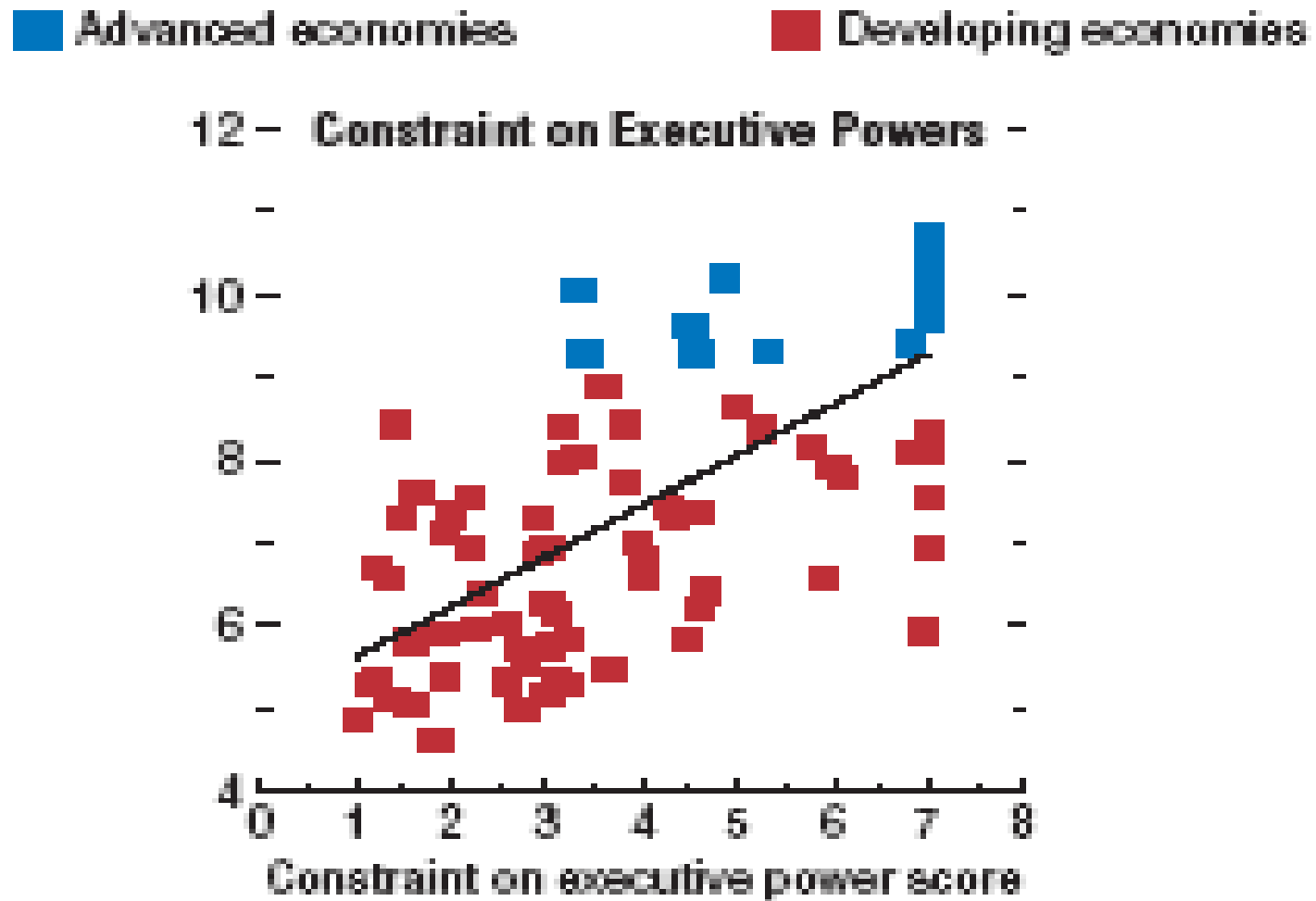


Figure: income per capita and institutions



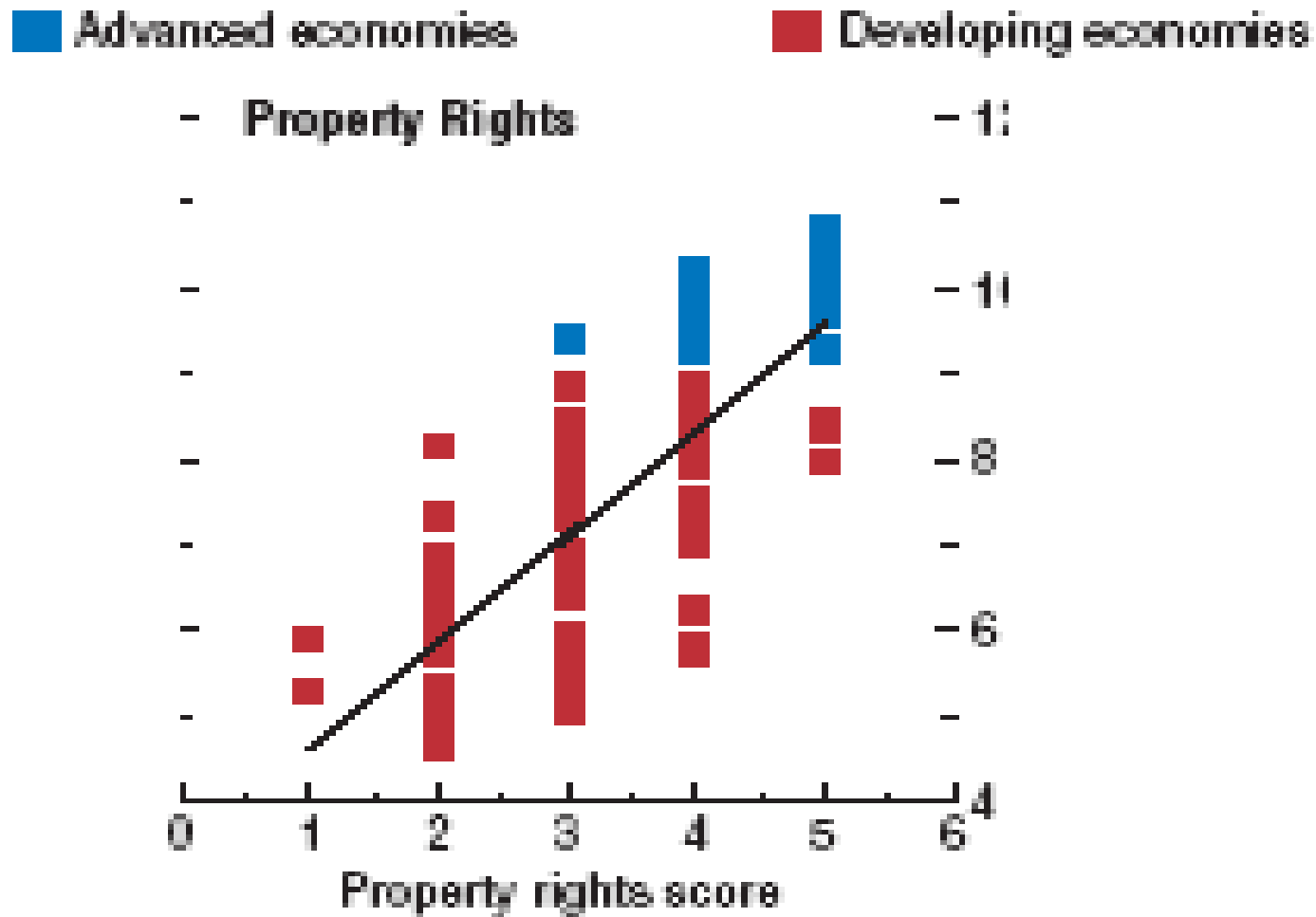
### III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement



**Figure: Income per capita and institutions**



### III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement



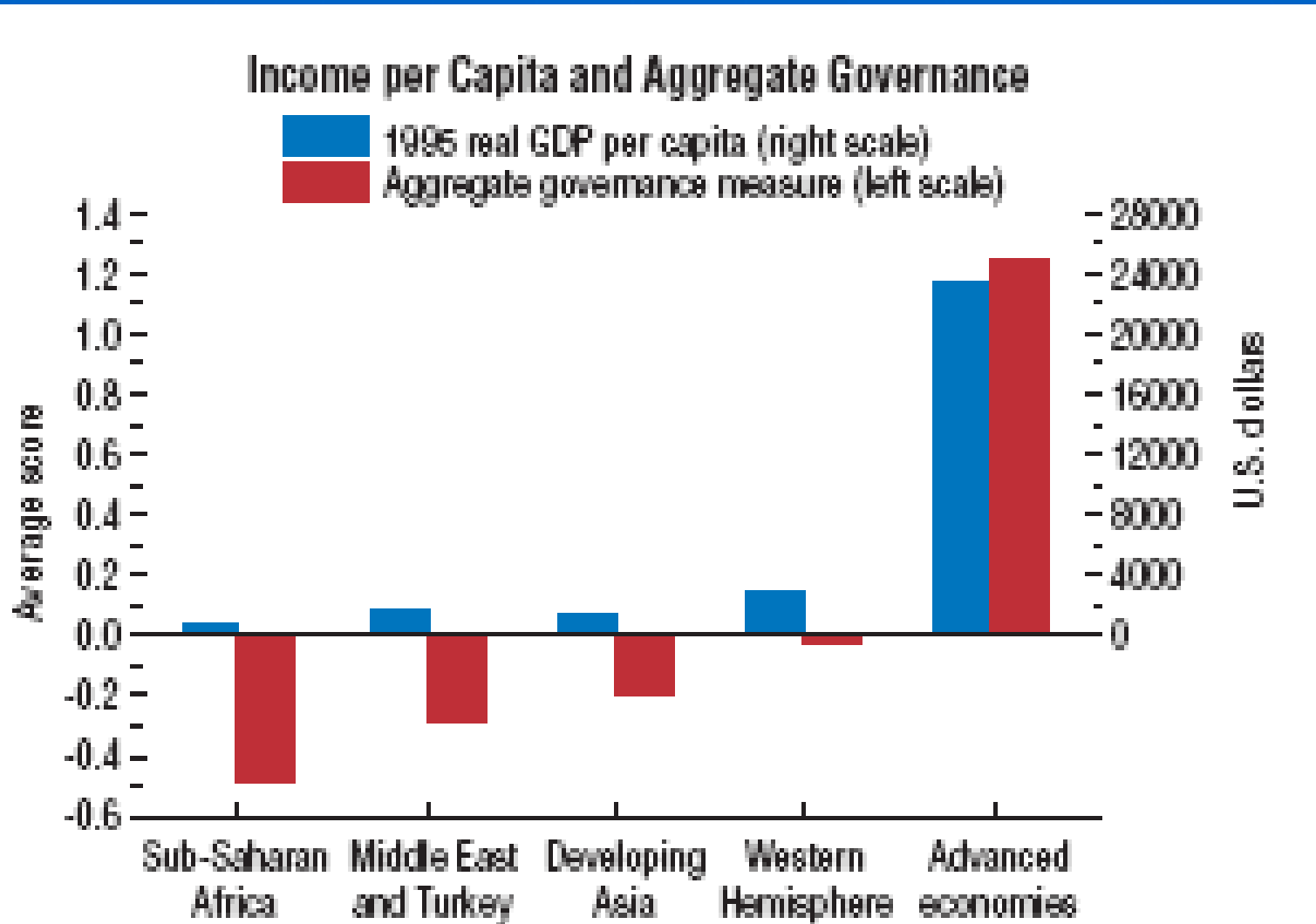
**Figure: Income per capita and institutions**





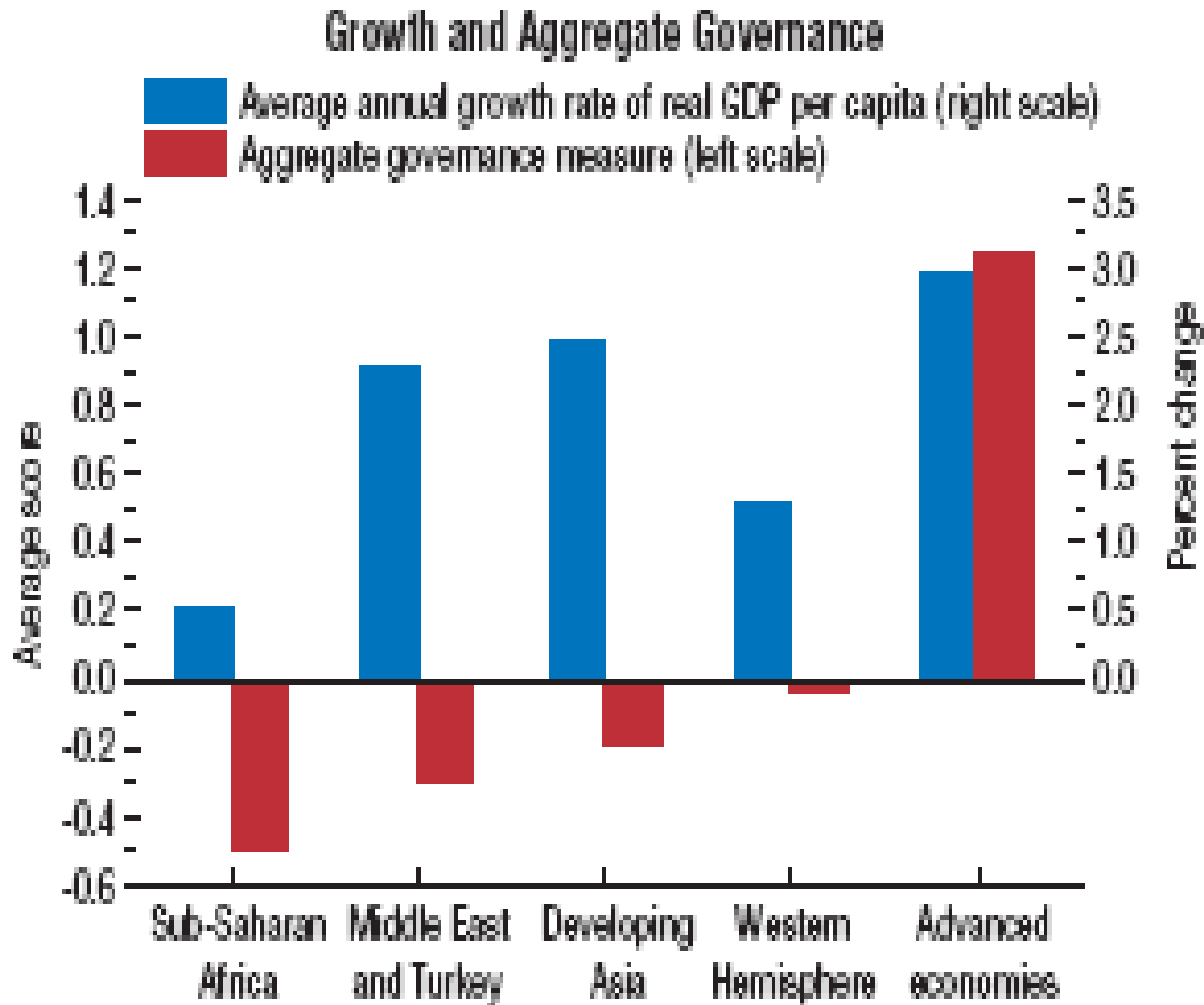
### III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement

Constat: Au sein des régions en développement ou émergentes, l'Afrique subsaharienne a le niveau de gouvernance le plus bas.



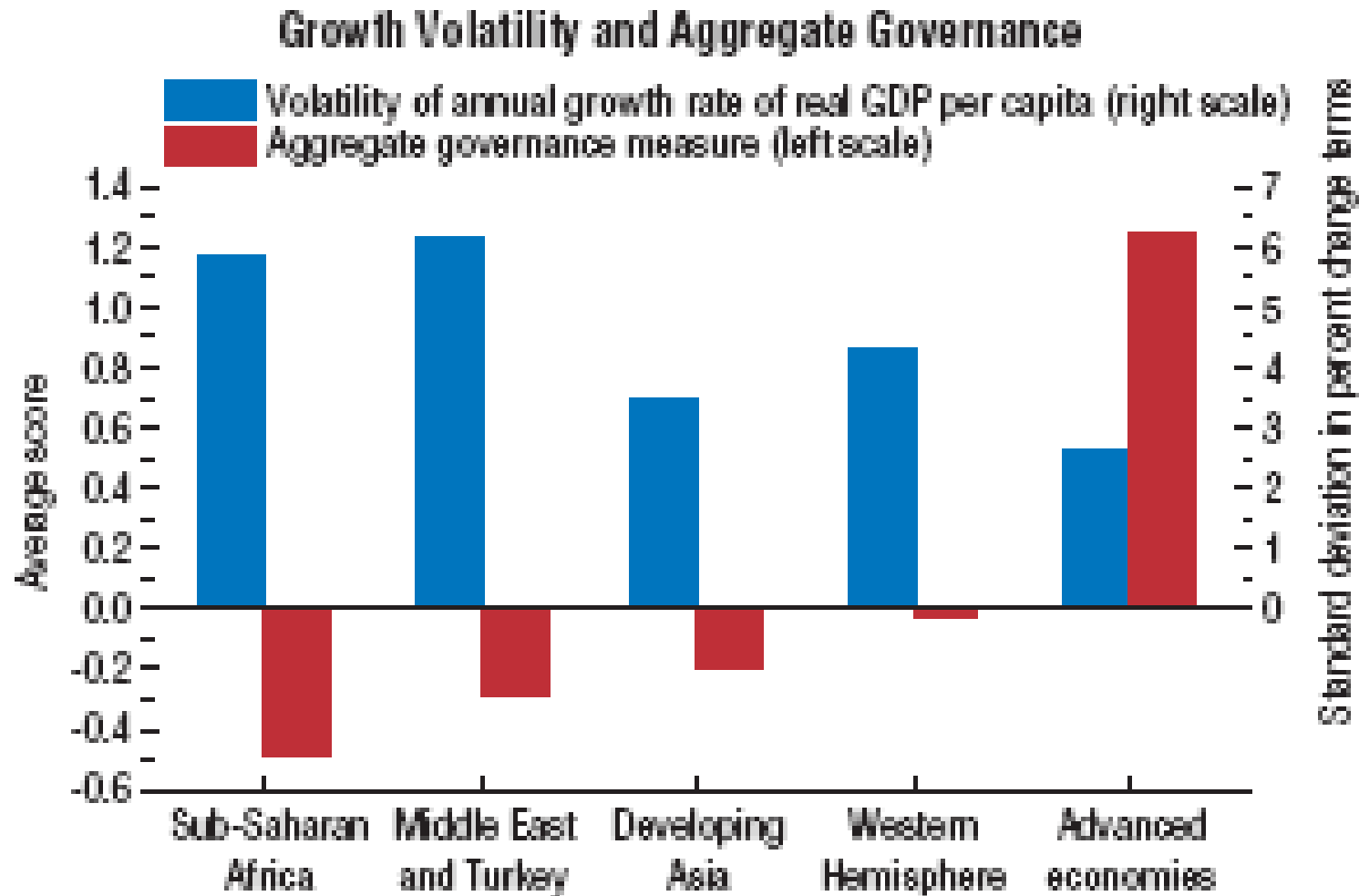


### III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement





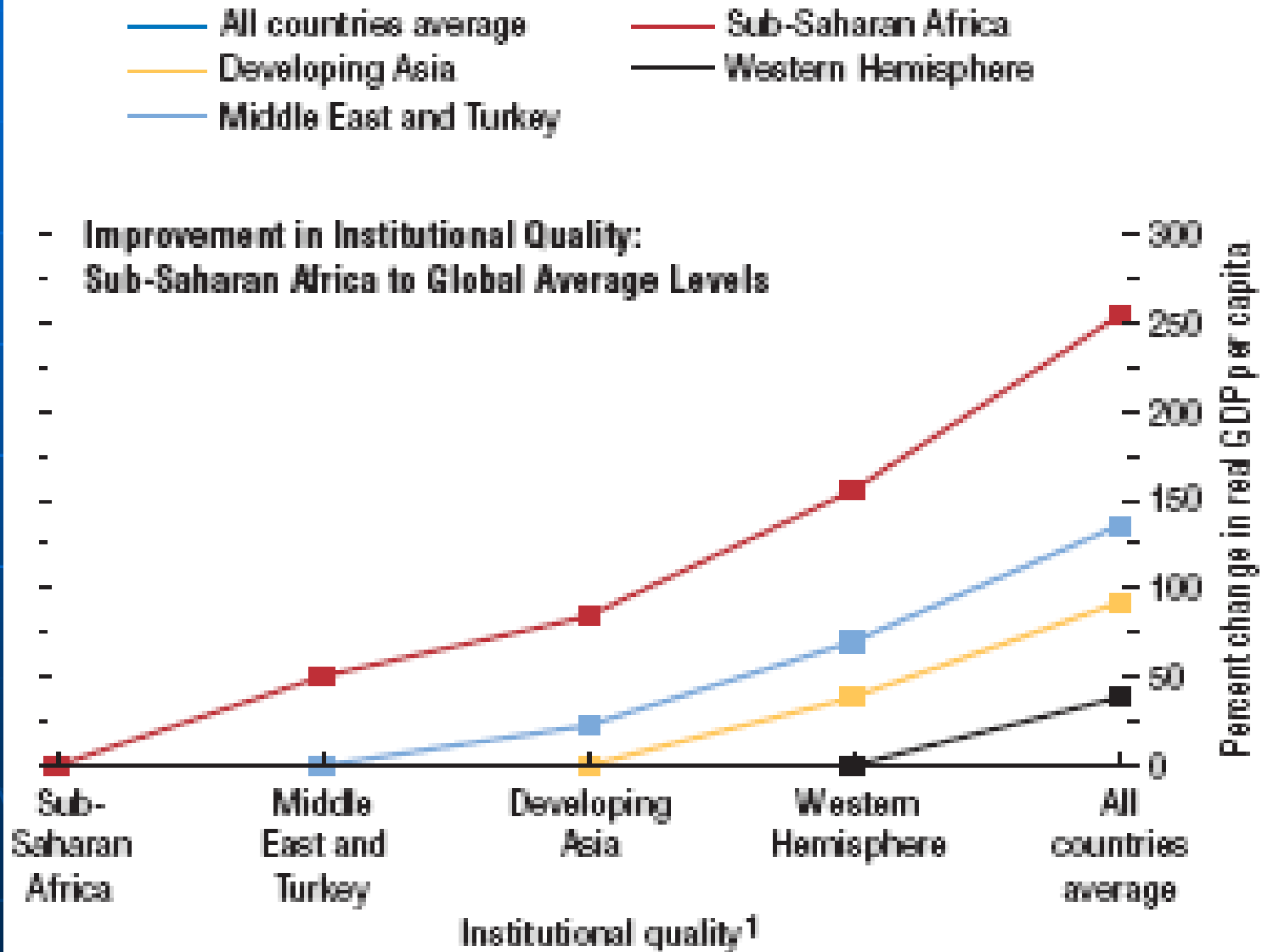
### III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement



Sources: Kaufmann, Kraay, and Zoido-Lobaton (1999); and World Bank, *World Development Indicators* (2002).

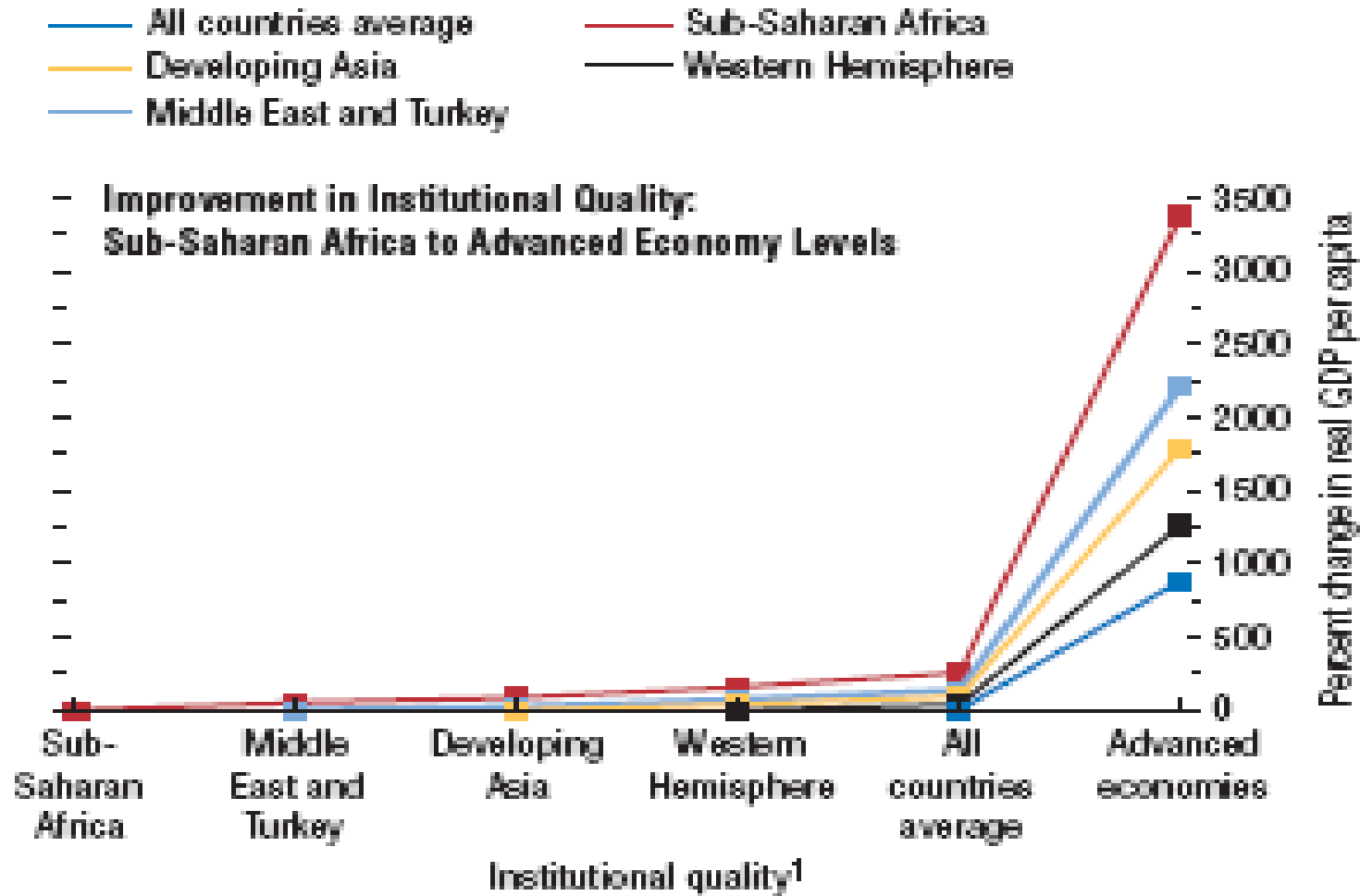


### III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement





### III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement

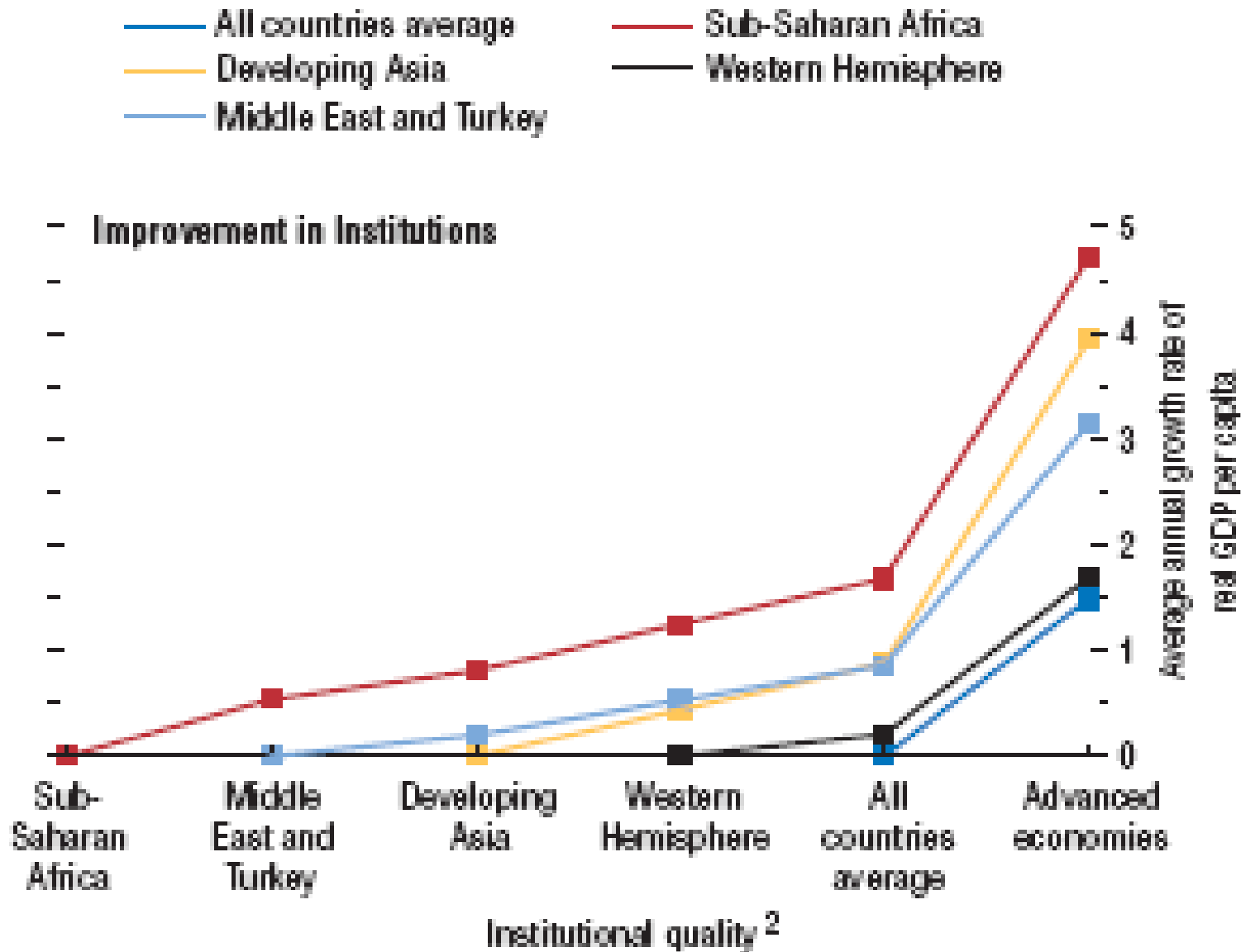


Source: IMF staff calculations.

<sup>1</sup>Measured by aggregate governance indicator. Not to scale: In particular, the figure understates the differences in quality of institutions.



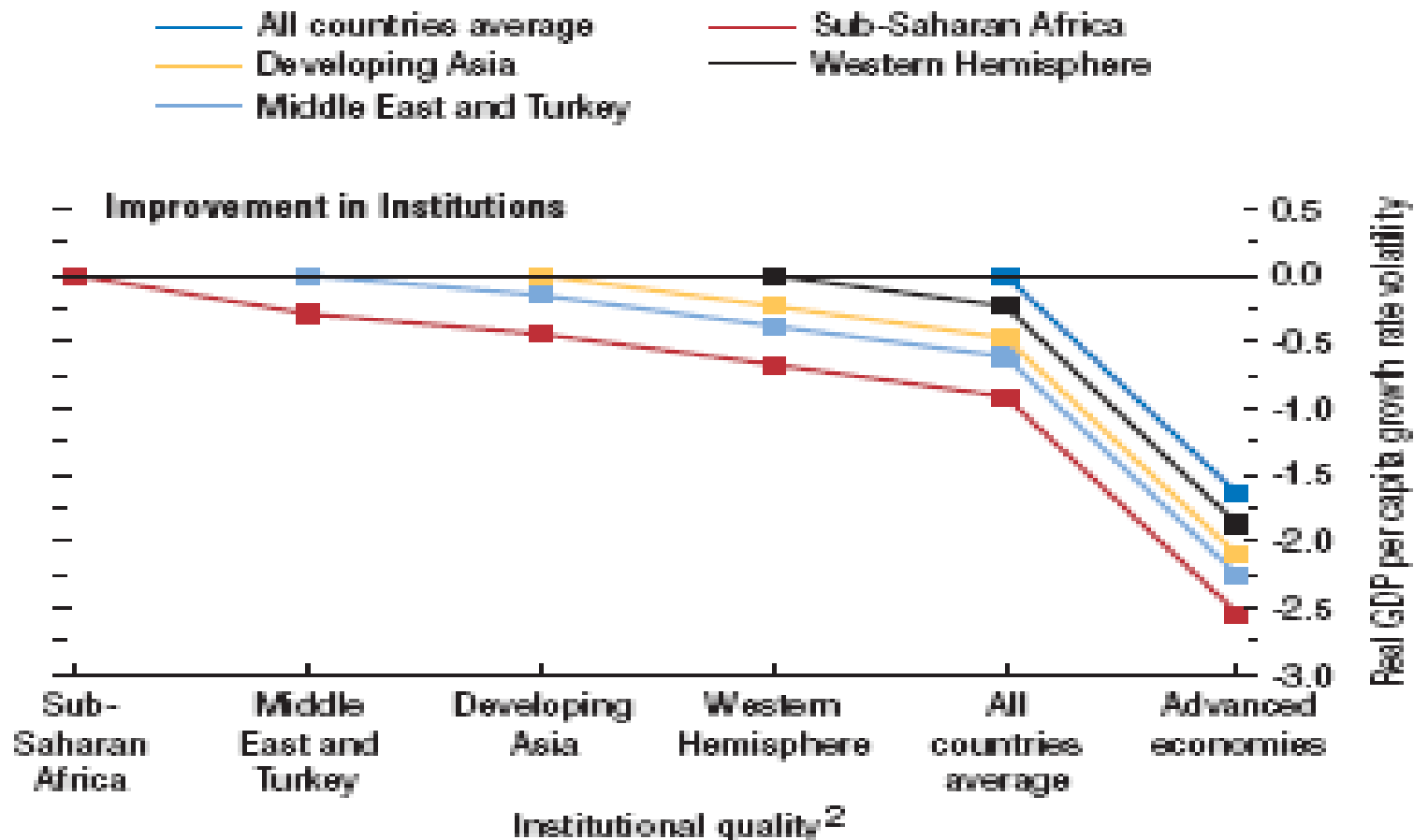
### III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement





### III. Faits : bonne gouvernance et niveau de développement

Improvements in institutional quality would help to reduce volatility. Sustainable macroeconomic policies would also make an important contribution.



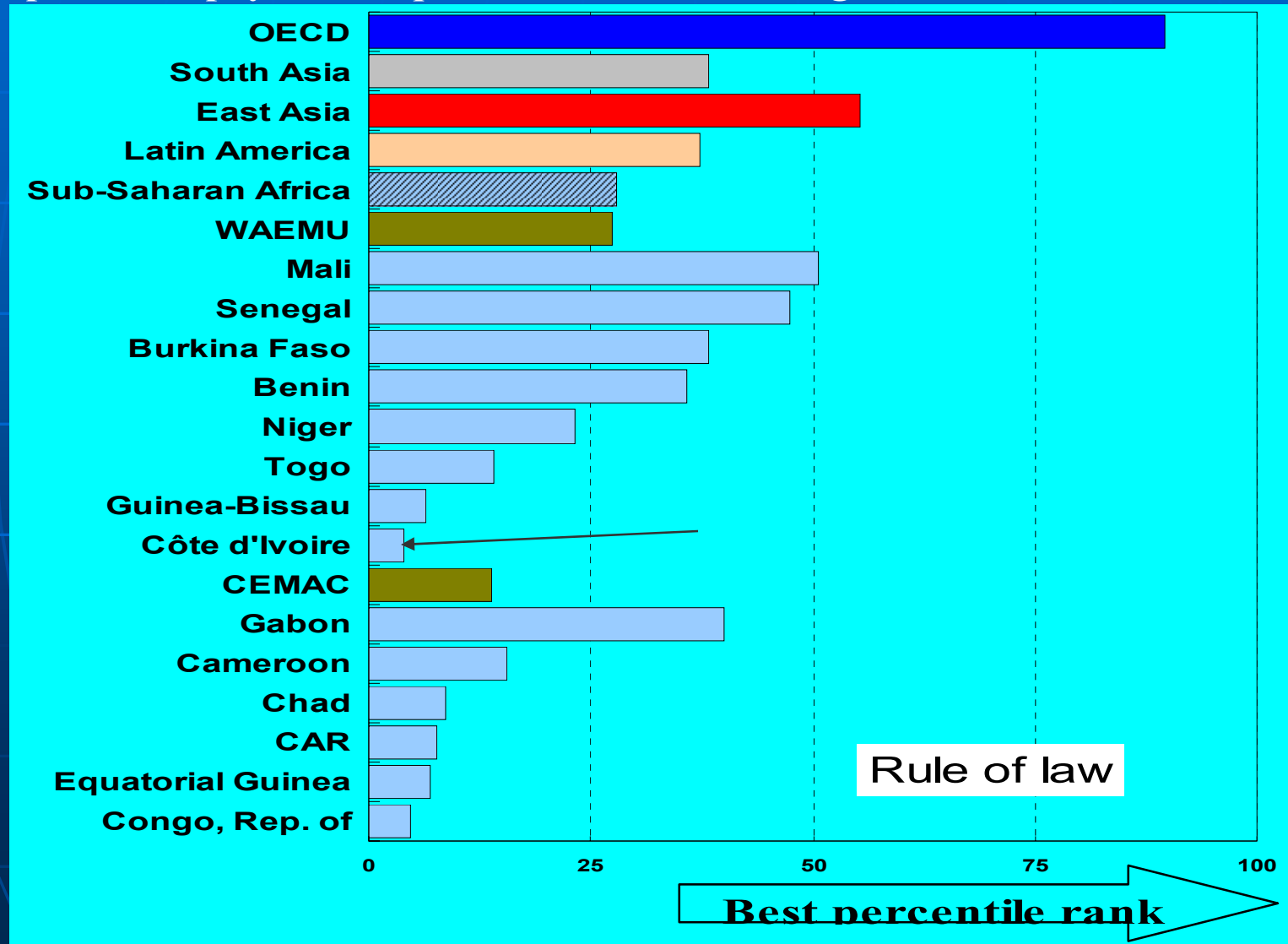
**Source: IMF staff calculation**

<sup>2</sup>Measured by aggregate governance indicator. Not to scale: In particular, the figure understates the differences in quality of institutions.



## IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire

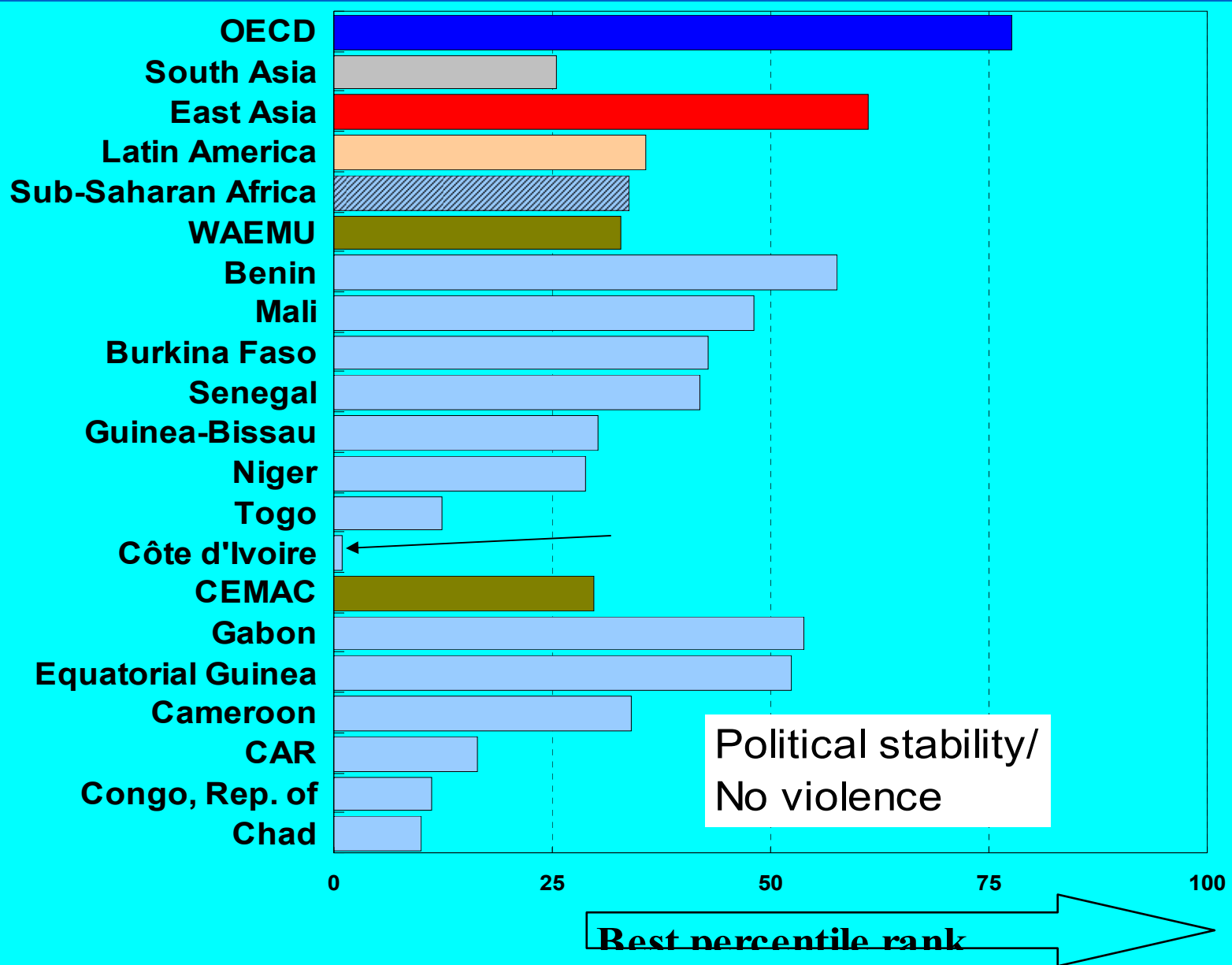
Constat: Pour la plupart des indicateurs de gouvernance, la Côte d'Ivoire fait partie des pays d'Afrique subsaharienne où la gouvernance est la moins bonne.





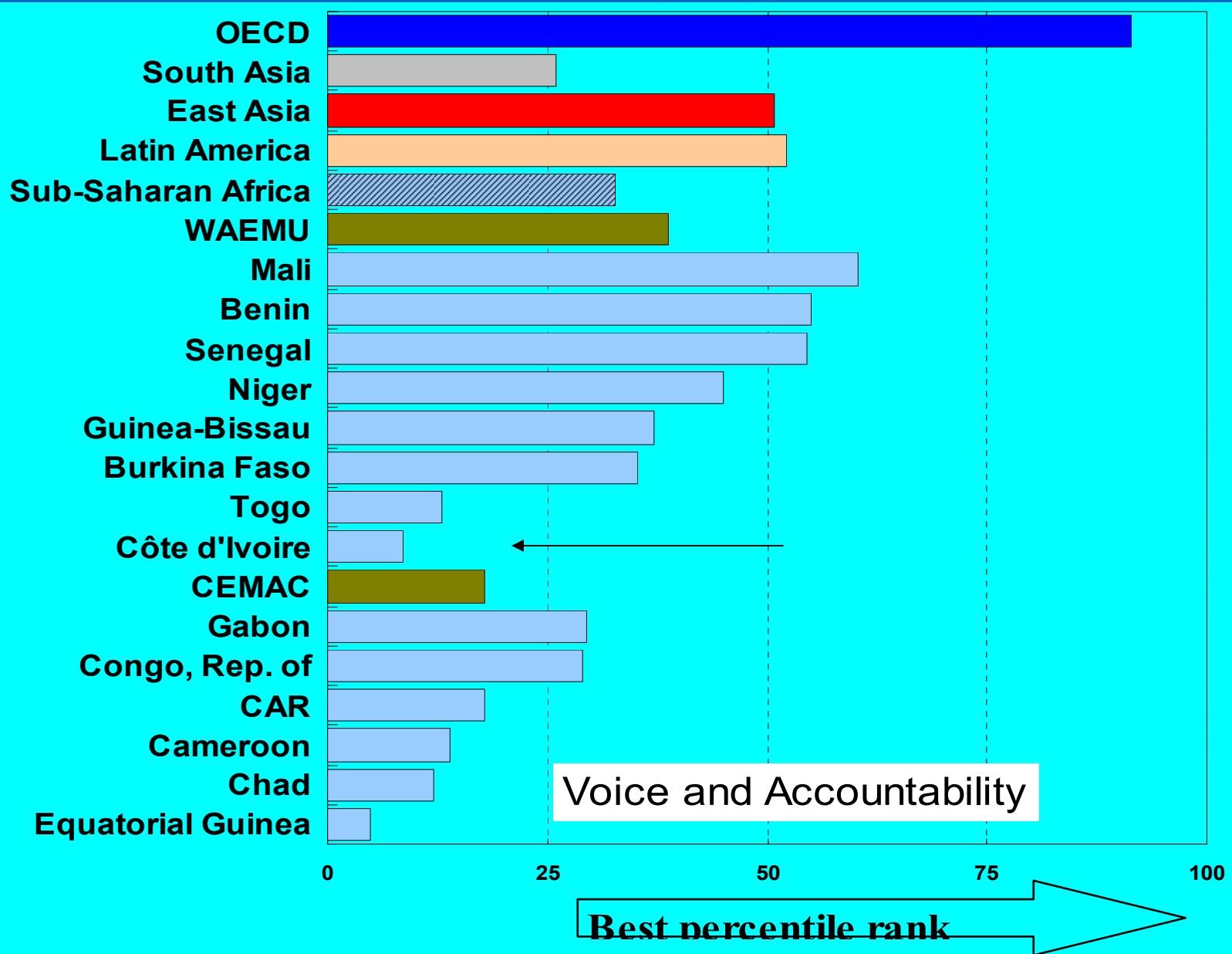


## IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire



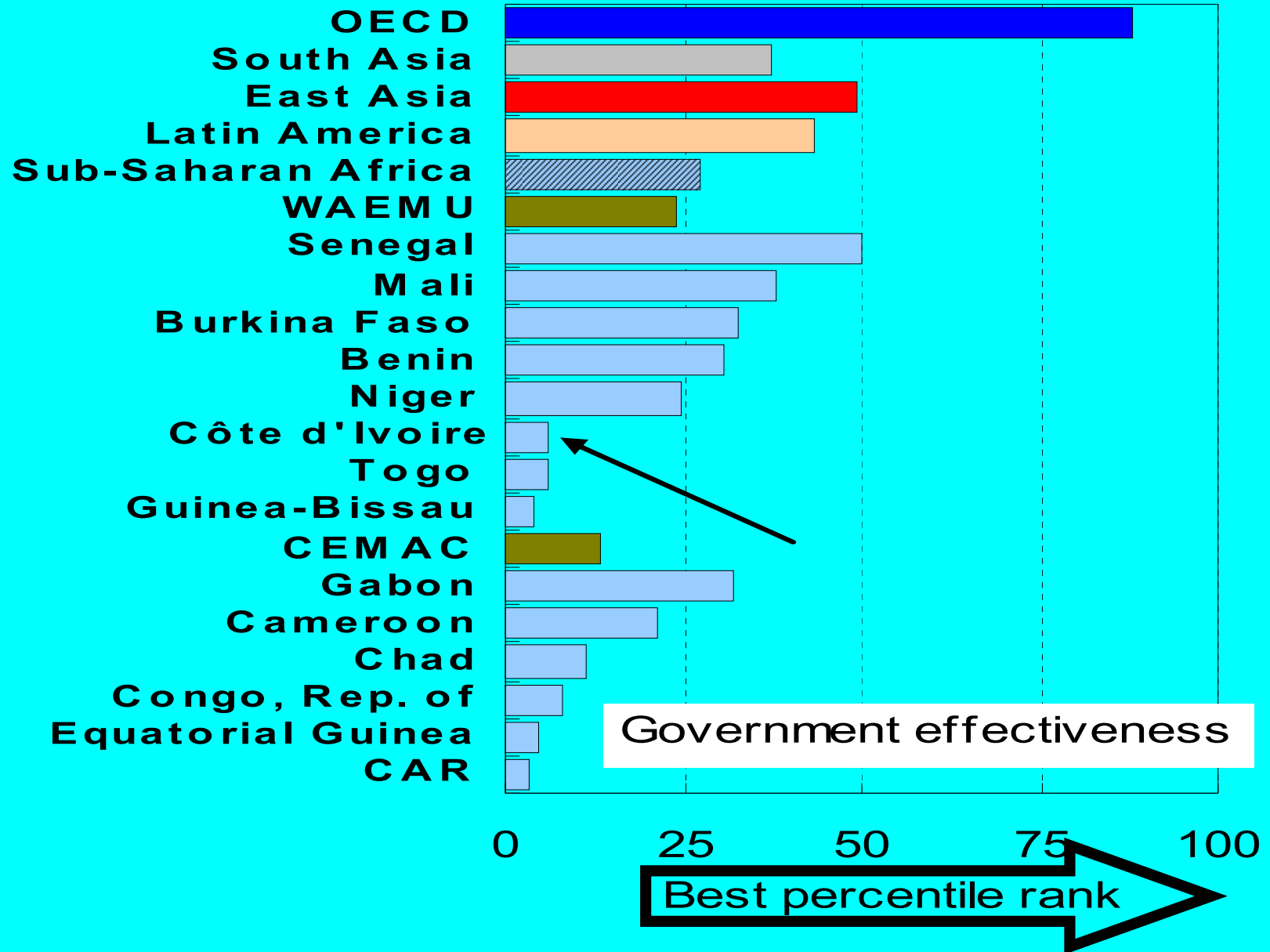


## IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire



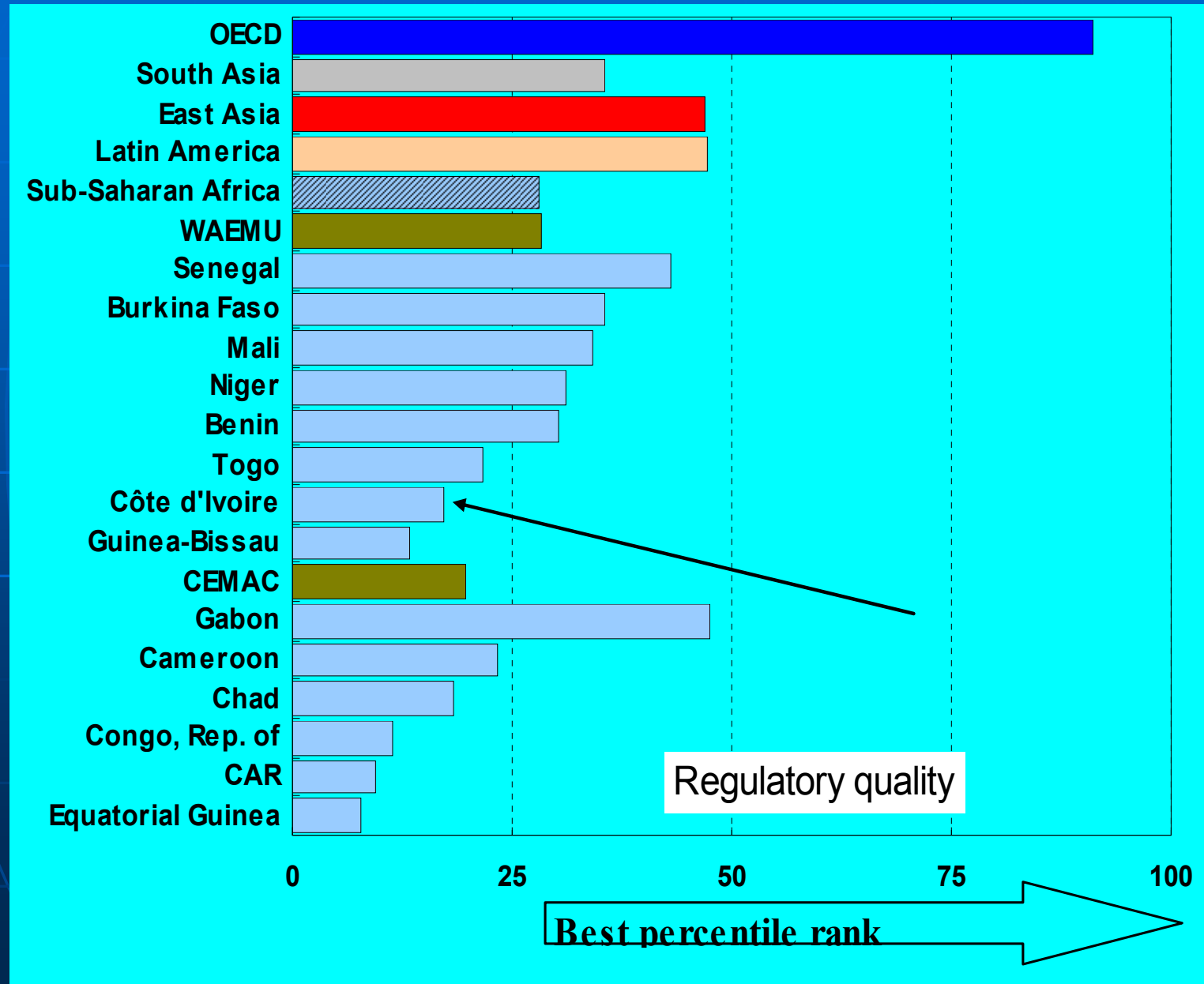


## IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire



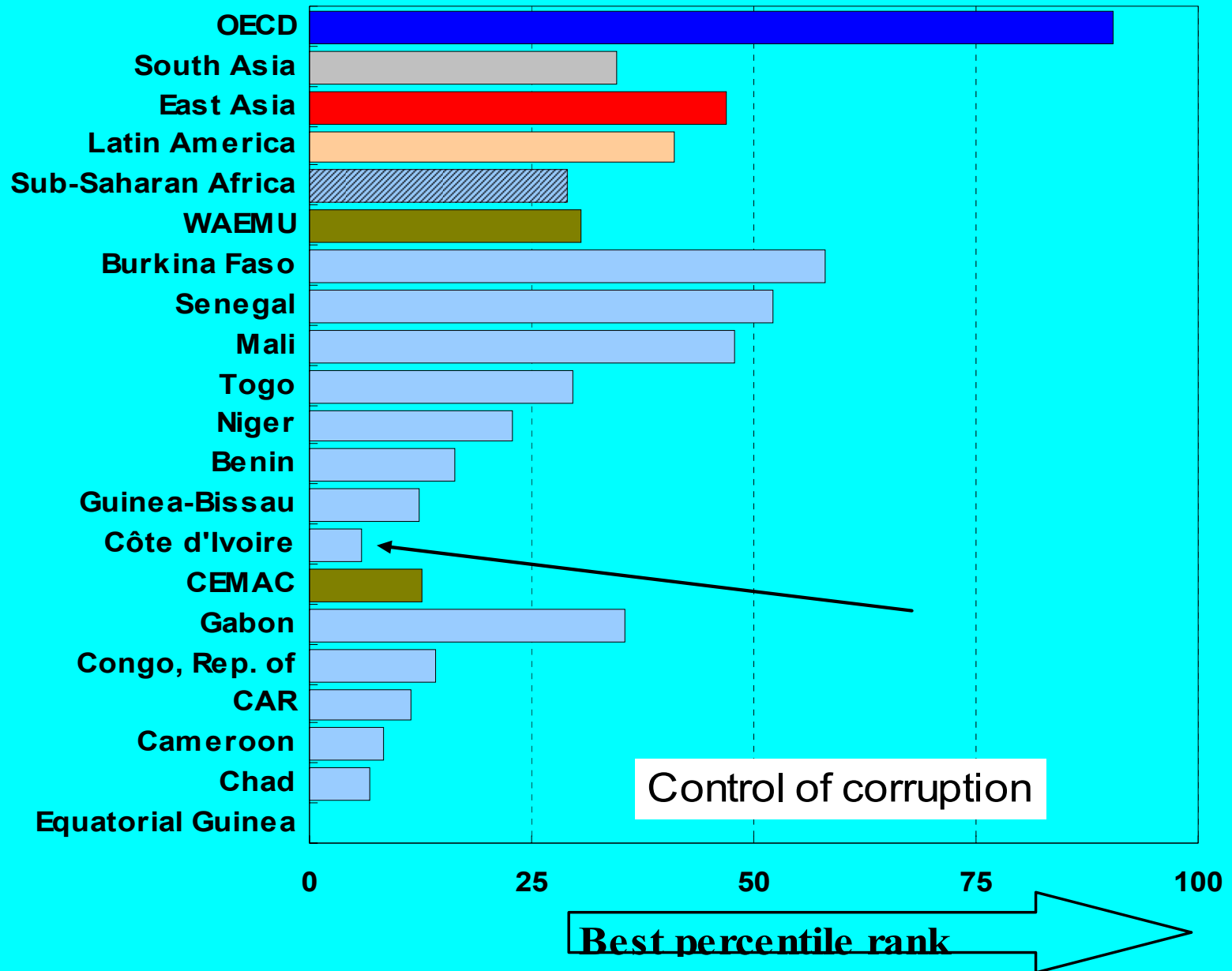


# IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire





# IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire





## IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire

### Côte d'Ivoire: Evolution of the Corruption Perception Index

Years	CPI Score 1/	Côte d'Ivoire rank	Number of countries ranked	Relative ranking 2/
1998	3.1	59	85	69
1999	2.6	75	99	76
2000	2.7	72	90	80
2001	2.4	77	91	85
2002	2.7	71	102	70
2003	2.1	118	133	89
2004	2.0	135	145	93
2005	1.9	152	159	96
2006	2.1	153	163	94
2007	2.1	150	180	83

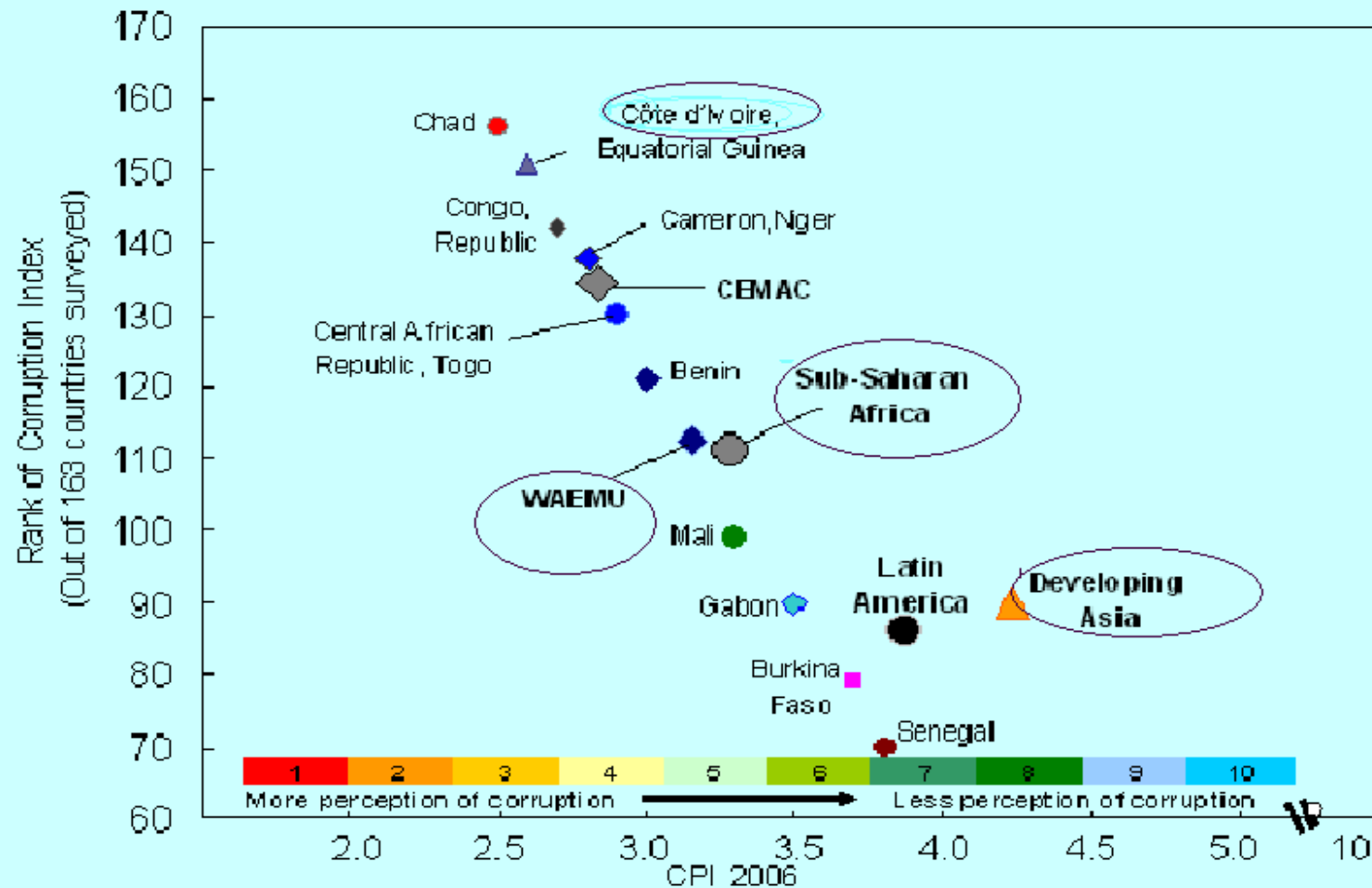
Source : Transparency International.

1/ 0: absolute corruption; and 10: absolutely clean from corruption.  
2/ Worst ranked country is 100.



## IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire

Figure 15. Corruption Perception Index, 2006 <sup>1</sup>



Source: Transparency International, Corruption Perception Index (CPI), 2006.

<sup>1</sup> Group aggregates are unweighted average.



## IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire

**Table 3. Doing Business Survey, 2006**

(Ranking: 1= best, 175 = worst)

Indicators	Côte d'Ivoire	WAEMU	Saharan Africa	Latin America	Developing Asia
Starting a business	154	152	125	87	82
Dealing with licences	158	123	110	69	79
Employing workers	133	147	118	79	67
Registering property	101	128	121	87	88
Getting credit	143	137	112	70	94
Protecting Investors	99	107	92	78	74
Trading across borders	132	130	124	82	81
Paying taxes	134	135	104	102	70
Enforcing contracts	92	132	111	116	101
Closing a business	68	100	111	94	98
Overall	141	153	131	84	82

Source: World Bank *Doing Business 2006*.





## IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire

Table 2b. WAEMU: Doing Business Indicators, 2006

	WAEMU									Sub-Saharan Africa
	Benin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinea-Bissau	Mali	Niger	Senegal	Togo	Simple average	Simple average
<b>Doing Business Rankings (2006)</b>	<b><u>137</u></b>	<b><u>163</u></b>	<b><u>141</u></b>	<b><u>173</u></b>	<b><u>155</u></b>	<b><u>160</u></b>	<b><u>146</u></b>	<b><u>151</u></b>	<b><u>153</u></b>	<b><u>131</u></b>
Starting a Business	126	131	154	175	163	147	150	169	152	125
Employing Workers	121	153	133	173	131	168	152	145	147	118
Registering Property	85	164	101	171	93	103	151	155	128	121
Getting Credit	117	117	143	143	143	143	143	143	137	112
Protecting Investors	46	99	99	142	99	99	135	135	107	92
Paying Taxes	162	129	134	109	141	115	159	130	135	104
Trading Across Borders	130	154	132	125	167	174	94	64	130	124
Enforcing Contracts	162	143	92	154	140	104	138	123	132	111
Closing a Business	98	90	68	151	99	129	74	88	100	111

Source: World Bank, Doing Business, 2006.



## IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire

Table 2b. WAEMU: Doing Business Indicators, 2006

	WAEMU								Sub-Saharan Africa	
	Benin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinea-Bissau	Mali	Niger	Senegal	Togo	Simple average	Simple average
<b>Doing Business Rankings (2006) <sup>1</sup></b>	<b>137</b>	<b>163</b>	<b>141</b>	<b>173</b>	<b>155</b>	<b>160</b>	<b>146</b>	<b>151</b>	<b>153</b>	<b>131</b>
<b>Starting a Business</b>	<b>126</b>	<b>131</b>	<b>154</b>	<b>175</b>	<b>163</b>	<b>147</b>	<b>150</b>	<b>169</b>	<b>152</b>	<b>125</b>
<i>Procedures (number)</i>	7	8	11	17	13	11	10	13	11	11.1
<i>Time (days)</i>	31	34	45	233	42	24	58	53	65	51.8
<i>Cost (% of income per capita)</i>	173.3	120.8	134.1	261.2	201.9	416.8	112.6	252.7	209.2	152.9
<i>Min. capital (% of income per capita)</i>	379.1	481.4	226.7	1028.9	519.8	778.1	269.6	539.7	527.9	209.9
<b>Dealing with Licenses</b>	<b>133</b>	<b>163</b>	<b>158</b>	<b>78</b>	<b>122</b>	<b>126</b>	<b>66</b>	<b>132</b>	<b>123</b>	<b>110</b>
<i>Procedures (number)</i>	16	32	22	11	15	19	15	14	18	18.1
<i>Time (days)</i>	333	226	569	161	209	148	185	273	263	235.5
<i>Cost (% of income per capita)</i>	338.9	1247.5	196.3	2664.9	1813.2	2986.7	151.6	1435.6	1354.3	1047.8
<b>Employing Workers <sup>2</sup></b>	<b>121</b>	<b>153</b>	<b>133</b>	<b>173</b>	<b>131</b>	<b>168</b>	<b>152</b>	<b>145</b>	<b>147</b>	<b>118</b>
<i>Overall Rigidity of Employment Index (average)</i>	46	64	45	77	51	77	61	58	60	47.1
<i>Difficulty of Hiring Index (range: 0-100)</i>	39	83	44	100	44	100	72	44	66	44.3
<i>Rigidity of Hours Index (range: 0-100)</i>	60	60	80	60	60	90	60	60	65	52.0
<i>Difficulty of Firing Index (range: 0-100)</i>	40	50	10	70	50	50	50	70	49	44.9
<i>Rigidity of Employment Index</i>	46	64	45	77	51	77	61	58	60	47.1
<i>Nonwage labor cost (% of salary)</i>	29	20	18	22	27	17	21	25	23	12.7
<i>Firing costs (weeks of wages)</i>	35.8	33.6	48.8	86.7	31.4	31.4	37.9	35.8	42.7	71.2



# IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire

	WAEMU									Sub-Saharan Africa
	Benin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinea-Bissau	Mali	Niger	Senegal	Togo	Simple average	Simple average
<b>Doing Business Rankings (2006) 1</b>	<b>137</b>	<b>163</b>	<b>141</b>	<b>173</b>	<b>155</b>	<b>160</b>	<b>146</b>	<b>151</b>	<b>153</b>	<b>131</b>
<b>Registering Property</b>	<b>85</b>	<b>164</b>	<b>101</b>	<b>171</b>	<b>93</b>	<b>103</b>	<b>151</b>	<b>155</b>	<b>128</b>	<b>121</b>
<i>Procedures (number)</i>	3	8	6	9	5	5	6	7	6	7,0
<i>Time (days)</i>	50	107	32	211	33	49	114	242	105	109,9
<i>Cost (% of property value)</i>	15	16	14	13	21	14	18	8	15	11,6
<b>Getting Credit</b>	<b>117</b>	<b>117</b>	<b>143</b>	<b>143</b>	<b>143</b>	<b>143</b>	<b>143</b>	<b>143</b>	<b>137</b>	<b>112</b>
<i>Legal Rights Index (range: 0-10) 3</i>	4	4	3	3	3	3	3	3	3	4,2
<i>Credit Information Index (Range: 0-6) 4</i>	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1,3
<i>Public registry coverage (% adults)</i>	10	2	3	1	3	1	5	4	4	1,5
<i>Private bureau coverage (% adults)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3,8
<b>Protecting Investors</b>	<b>46</b>	<b>99</b>	<b>99</b>	<b>142</b>	<b>99</b>	<b>99</b>	<b>135</b>	<b>135</b>	<b>107</b>	<b>92</b>
<i>Overall Investor Protection Index (average) 5</i>	6	5	5	4	5	5	4	4	5	4,7
<i>Disclosure Index (range: 0-10) 6</i>	5	6	6	0	6	4	4	4	4	4,4
<i>Director Liability Index (range: 0-10) 7</i>	8	5	5	5	5	5	4	3	5	4,5
<i>Shareholder Suits Index (range : 0-10) 8</i>	4	3	3	6	3	5	4	5	4	5,2
<i>Investor Protection Index</i>	6	5	5	4	5	5	4	4	5	4,7
<b>Paying Taxes</b>	<b>162</b>	<b>129</b>	<b>134</b>	<b>109</b>	<b>141</b>	<b>115</b>	<b>159</b>	<b>130</b>	<b>135</b>	<b>104</b>
<i>Payments (number)</i>	72	45	71	47	60	44	59	51	56	41
<i>Time (hours per year)</i>	270	270	270	208	270	270	696	270	316	336
<i>Profit tax (%)</i>	19,7	20	14	16	12	15	15	13	15	24
<i>Labor tax and contributions (%)</i>	33,6	23	21	26	31	20	25	29	26	14
<i>Other taxes (%)</i>	15,3	8	11	7	7	11	8	7	9	33
<i>Total tax rate (% profit)</i>	68,5	51	46	48	50	46	48	48	51	71



## IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire

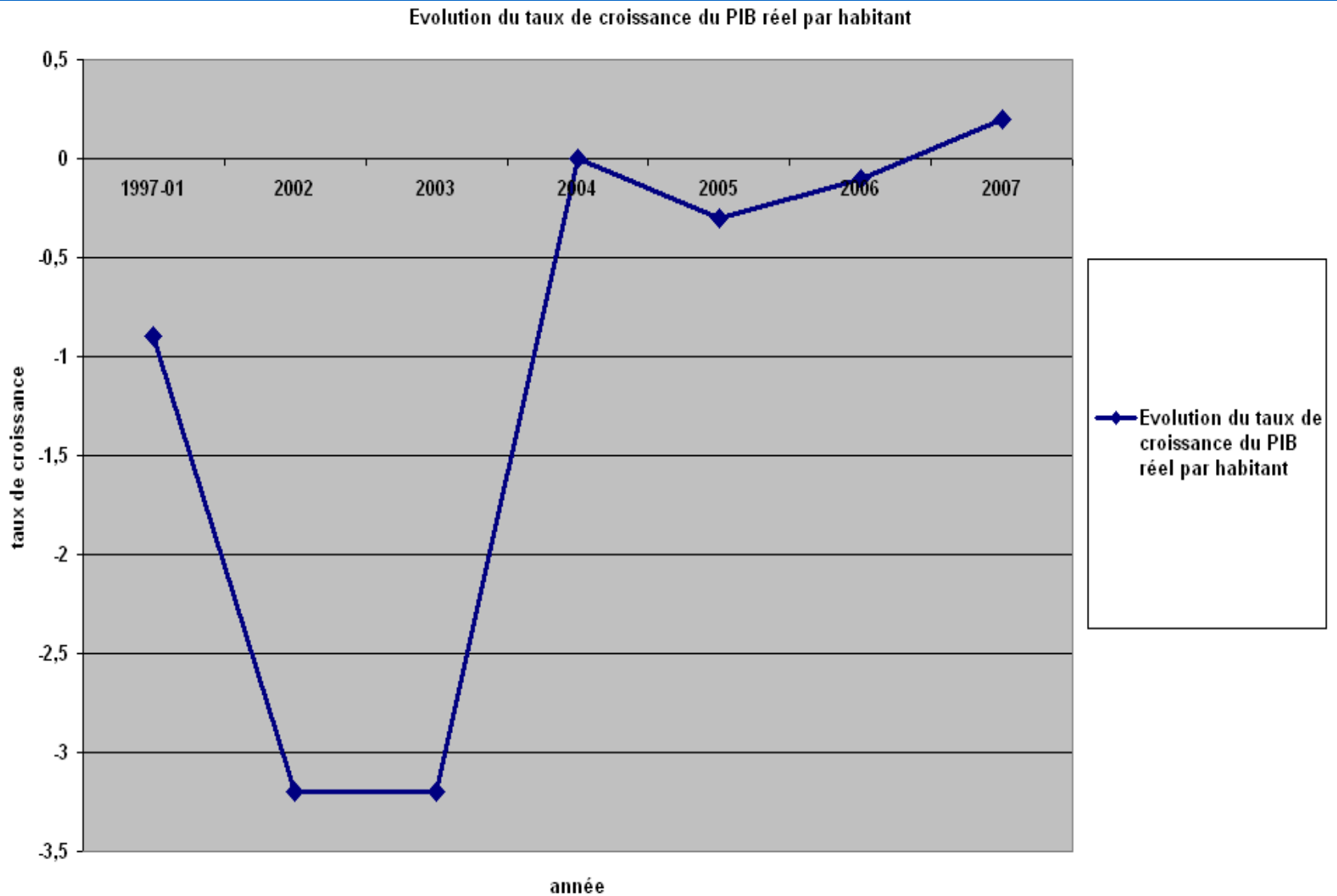
	WAEMU								Sub-Saharan Africa	
	Benin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinea-Bissau	Mali	Niger	Senegal	Togo	Simple average	Simple average
<i>Doing Business Rankings (2006) 1</i>	<u>137</u>	<u>163</u>	<u>141</u>	<u>173</u>	<u>155</u>	<u>160</u>	<u>146</u>	<u>151</u>	<u>153</u>	<u>131</u>
<b>Trading Across Borders</b>	<b>130</b>	<b>154</b>	<b>132</b>	<b>125</b>	<b>167</b>	<b>174</b>	<b>94</b>	<b>64</b>	<b>130</b>	<b>124</b>
<i>Documents for export (number)</i>	8	9	9	8	10	..	6	7	8	8.2
<i>Time for export (days)</i>	35	69	21	27	66	..	22	32	39	40.0
<i>Cost to export (US\$ per container)</i>	980	1215	781	1656	1752	..	978	463	1118	1561.1
<i>Documents for import (number)</i>	11	13	19	9	16	19	10	9	13	12.2
<i>Time for import (days)</i>	48	66	48	26	61	89	26	41	51	51.5
<i>Cost to import (US\$ per container)</i>	1452	1700	1395	1749	2680	3266	1674	695	1826	1946.9
<b>Enforcing Contracts</b>	<b>162</b>	<b>143</b>	<b>92</b>	<b>154</b>	<b>140</b>	<b>104</b>	<b>138</b>	<b>123</b>	<b>132</b>	<b>111</b>
<i>Procedures (number)</i>	49	41	25	40	28	33	33	37	36	38.1
<i>Time (days)</i>	720	446	525	1140	860	360	780	535	671	581.1
<i>Cost (% of debt)</i>	29.7	95.4	29.5	27.0	45.0	42.0	23.8	24.3	39.6	42.2
<b>Closing a Business</b>	<b>98</b>	<b>90</b>	<b>68</b>	<b>151</b>	<b>99</b>	<b>129</b>	<b>74</b>	<b>88</b>	<b>100</b>	<b>111</b>
<i>Time (years)</i>	4.0	4.0	2.2	No practice	3.6	5.0	3.0	3.0	3.5	3.5
<i>Cost (% of estate)</i>	14.5	9.0	18.0	No practice	18.0	18.0	7.0	14.5	14.1	20.2
<i>Recovery rate (cents on the dollar)</i>	23.7	26.4	33.8	0.0	23.7	14.2	31.6	27.2	22.6	17.7

Source: World Bank, *Doing Business*, 2006.



## IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire

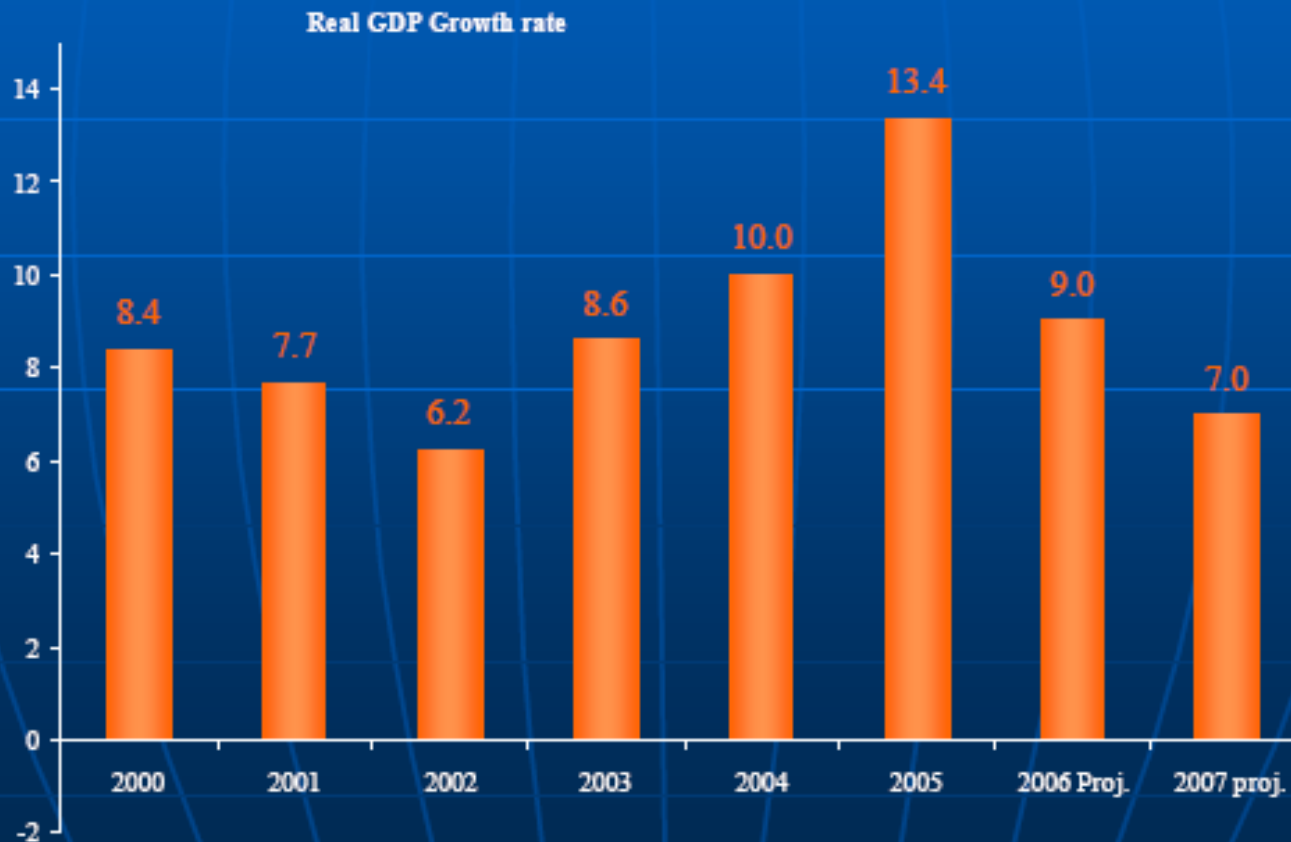
➤ Evolution du taux de croissance du PIB réel par habitant depuis 1997



Source: Regional Economic Outlook , avril 2007 and IMF staff calculation

# Cambodia

- Very good economic performance
  - Real growth around 9% in 2006
  - 7% growth projected for 2007





## IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire

Le Secrétariat National à la Gouvernance et au Renforcement des Capacités (SNGRC) a identifié dans le cadre du renforcement de la bonne gouvernance, des axes stratégiques et élaboré des mesures opérationnelles

<b>Axes stratégiques</b>	<b>Mesures à mettre en oeuvre</b>
<b>Restauration de l'autorité de l'Etat</b>	<b>Architecture et attributions de l'équipe gouvernementale</b>
	<b>Elaboration d'un tableau de bord de bonne gouvernance avec des indicateurs</b>
<b>Sécurité, justice, contrôle</b>	<b>Réhabilitation de la fonction sécuritaire</b>
	<b>Consolidation du secteur de la justice</b>
	<b>Contrôle de l'action publique</b>
<b>Allocation optimale des talents</b>	<b>Renforcement des capacités humaines</b>
	<b>Appel à candidature pour la nomination à des postes importants</b>

Source: IMF Staff



## **IV: Bonne gouvernance et croissance économique en Côte d'Ivoire**

**En raison de la perspective post-crise, de la nécessité d'une croissance économique pour la Côte d'Ivoire et du fait de la volonté des autorités d'améliorer la gouvernance, le FMI et le gouvernement ivoirien sont convenus sur des mesures de bonne gouvernance dans le Programme d'Assistance d'Urgence Post- Crise (AUPC):**

- dans le secteur du café cacao, l'objectif visé étant davantage de transparence dans la gestion des ressources au travers de communications trimestriels en Conseil des Ministres sur les prélèvements du café et du cacao**
- dans le secteur de l'énergie, des audits techniques et financiers seront réalisés ainsi que des communications en Conseil des Ministres.**





# Conclusion

- **La bonne gouvernance a un effet positif sur la croissance et le développement**
- **Les indicateurs de gouvernance suggèrent que la situation de la gouvernance en Côte d'Ivoire est préoccupante;**
- **Les autorités sont conscientes de cet état de fait et sont entrain de prendre des mesures qui doivent être mis en œuvre plus rapidement et vigoureusement;**
- **Le FMI appuiera ces efforts dans le cadre des programmes qu'il soutient.**



**Merci pour votre  
attention**